GAZETTE DES TRIBUNAUX,

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DEBATS JUDICIAIRES,

ON S'ABONNE A PARIS,

AU BUREAU DU JOURNAL, QUAI AUX FLEURS
N° 41.

Les Lettres et Paquets doivent être affranchis.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE :

17 fr. pour trois mois ;

34 fr. pour six mois ;

68 fr. pour l'année.

JUSTICE CRIMINELLE.

COUR DE CASSATION. — Audience du 20 septembre.
(Présidence de M. le comte de Bastard.)

Affaire *Demiannay*. (Voir la *Gazette des Tribunaux* d'hier.)

M^e Scribe, avocat de M. Demiannay neveu, a la parole.

Après quelques observations préliminaires, l'avocat examine, 1^o si en raison des récusations et abstentions reconnues nécessaires, il y a possibilité de constituer à Rouen et une chambre d'accusation et une Cour d'assises; 2^o la différence des procédés de la justice lorsqu'il s'est agi de Demiannay, ou lorsqu'il a été question des prévenus ou des parties civiles.

Sur le 1^{er} point, M^e Scribe établit que treize des membres de la Cour royale sont ou créanciers directs ou proches parens de créanciers. De ce nombre, M. le premier président Eudes, M. le président Havas, M. le président Havas, a, il est vrai, écrit que jusqu'à ce jour il s'était abstenu; mais que les syndics s'étant empressés de reconnaître le bon droit de son beau-frère, aucun motif ne s'oppose à ce qu'il soit maintenant juge dans tous les procès civils et criminels. M. Eudes fait la même déclaration.

Ces magistrats sont-ils bien certains d'apporter dans ce procès toute cette impartialité à laquelle les prévenus ont droit? malgré eux n'y aura-t-il pas prévention favorable pour ces syndics, qui se sont empressés de reconnaître le bon droit de leur beau-frère; pour les créanciers dont en définitive M. Durosoy devait partager le sort au lieu de se faire une position à part et privilégiée?

M^e Scribe trouve aussi cause d'abstention, soit dans les cinq magistrats qui ont prononcé l'absolution de M. Demiannay, soit dans les sept conseillers qui leur ont été adjoints lorsqu'il s'est agi de fixer le cautionnement à donner par lui pour obtenir sa liberté provisoire.

L'avocat arrive à trouver qu'il ne reste dans la Cour royale ni magistrats en nombre suffisant pour constituer la chambre d'accusation à laquelle il faudrait joindre la chambre des appels de police correctionnelle, ni la Cour d'assises à laquelle le décret de 1812 permet d'adjoindre la 1^{re} chambre civile. M^e Scribe s'appuie à cet égard de plusieurs passages du mémoire de M. le procureur-général. Il fait remarquer avec ce magistrat que plusieurs des prévenus pourraient être renvoyés en police correctionnelle; et sous ce nouveau rapport, insuffisance de juges.

Mais d'ailleurs avons-nous donc besoin de cette insuffisance pour obtenir de vous de nouveaux juges, ne nous suffit-il pas d'établir qu'il n'y a pas de justice à espérer devant la magistrature Rouennaise? Or, indépendamment des conseillers actuellement en exercice et qui sont créanciers ou parens des créanciers, il y a un conseiller honoraire, des conseillers démissionnaires qui sont aussi créanciers; et qui ont laissé dans la Cour des souvenirs qui sont loin d'être effacés.

Nous avions dit dans le mémoire que c'étaient là de graves considérations qui méritaient d'être pesées. On nous répond que nous sommes bien naïfs, si nous avons pu croire que les souvenirs d'une ancienne confraternité puissent influencer sur l'opinion des magistrats. Ah! nous acceptons le reproche; oui, nous avons en cette naïveté, et nous plaindriions sincèrement nos adversaires s'ils ne comprennent pas ce que de tels souvenirs ont de puissant sur des âmes généreuses.

N'est-ce rien aussi que cette solidarité si naturelle, que cet intérêt si facile à concevoir entre personnes parcourant, même à des degrés différens, la même carrière dans une même ville, c'est-à-dire dont les travaux, les habitudes, les relations sont les mêmes, qui font pour ainsi dire vie commune de travaux et de distractions! La magistrature de Rouen ne saurait repousser cette honorable responsabilité. M^e Scribe termine cette partie de sa discussion en citant un passage du mémoire de M. le procureur-général.

Arrivant à la quatrième catégorie des faits, l'avocat fait remarquer que les prévenus ne se contentent pas de dire ce qu'ils ont à craindre de l'influence et des préventions fâcheuses sous lesquelles la justice du pays se trouve placée; qu'ils établissent par des faits nombreux que ces influences ont porté leurs fruits, que leurs craintes à cet égard n'ont rien de chimérique, que les magistrats d'ailleurs si honorables qui composent la Cour royale de Rouen ont été eux-mêmes sans le vouloir, sans le savoir, entraînés par le torrent de l'opinion.

Il reproduit avec force les objections déjà faites sur les procédés différens de la justice du pays vis-à-vis de M. Demiannay, et vis-à-vis, soit des prévenus, soit des parties civiles.

Il termine en ces termes :

C'est en présence de ces faits, c'est en cet état d'une prévention facile à comprendre, et qui se manifeste à toutes les phases de cette procédure, qu'on va vous demander de retenir les prévenus devant une juridiction

dont ils ont toute raison de redouter la partialité, comme s'il n'y avait qu'à Rouen que justice pût être rendue; et cela dans un pur intérêt d'argent, car, dans l'intérêt de la vindicte publique, l'organe du ministère public se réunit aux prévenus. Que nous dit-on? qu'on veut fatiguer les syndics, les forcer à se désister. Non, Messieurs, les syndics ne se désisteront pas; non, l'action du ministère public ne sera pas paralysée, elle s'exercera au contraire en toute liberté. Il y a, il faut le dire, un grave inconvénient dans la demande en renvoi, c'est un retard de quelques mois; mais nous comprendrions qu'on fit valoir cette considération au nom des prévenus, qui gémissent depuis plus de trois ans dans les fers; nous ne la comprenons plus quand ce sont les prévenus qui vous demandent d'autres juges.

Y sont-ils fondés? Vous est-il assez démontré qu'il n'y a pas de justice à espérer devant les Tribunaux de Rouen? Je ne reviendrai pas sur les graves considérations qui ont été développées par mon confrère; mais une dernière réflexion vous frappera, et je la puiserai dans la défense même des adversaires.

Il n'y a jusqu'à présent que des prévenus, c'est-à-dire ce qu'il y a au monde de plus sacré et de plus respectable; et voyez avec quelle assurance on parle de leurs spoliations. Il existe une instruction trop volumineuse assurément pour qu'on ait pu l'explorer; on parlerait avec plus de réserve, on imiterait celle dont nous avons donné l'exemple, et entraîné par cette prévention dont je parlais tout-à-l'heure, on prodigue sans distinction les épithètes de faussaires, de voleurs; et ce sont des hommes graves, de conscience, de probité, qui se rendent les échos de ces calomnies qu'ils regretteront un jour, et sans songer qu'elles portent le deuil dans d'honorables familles! Ce n'est pas eux que nous accusons; mais le langage ne peut s'expliquer que d'une manière: eux aussi partagent les préventions du pays. C'est loin de ce pays que les prévenus demandent à être jugés; ils l'obtiendront, je n'en doute pas, de votre justice.

La parole est à M^e Lanvin, avocat de M. Demiannay oncle.

Messieurs, dit l'avocat, il semble qu'une inévitable fatalité s'attache aux entreprises dont le succès a eu quelque éclat, et que le propre des fortunes, dont la marche ascendante a ébloui le public, est aussi de l'étonner par un écroulement rapide, et, pour ainsi dire, instantané.

La déplorable position dans laquelle se trouve aujourd'hui M. Demiannay est une preuve nouvelle de cette désolante vérité.

L'homme qui s'était établi avec ses propres ressources, qui, pourtant, par la modestie de ses habitudes privées, par son amour du travail, par son extrême prudence dans les affaires, par son exactitude religieuse à satisfaire à ses engagements, était parvenu à construire l'édifice de l'une des plus belles fortunes financières de l'époque; il est tombé tout d'un coup. Lui qui, naguères encore, était le banquier le plus opulent et le plus accrédité de la place de Rouen, il n'est plus rien aujourd'hui. Son crédit, sa fortune ont disparu comme un nuage; sa liberté lui a été ravie, et le seul bien qui lui reste, son honneur, serait compromis, s'il n'avait pas assez de courage pour obéir à la triste nécessité où les événements l'ont placé, de prouver qu'il n'est pas un spoliateur; lui qui, pendant trente-sept années consécutives, a été constamment en possession de l'estime, de la considération, du respect de tous ceux qui l'ont connu.

Et quelle est la cause d'un si grand désastre?

Est-il vrai, ainsi qu'on l'a dit hier, que la faillite de Demiannay ne soit que fictive, qu'elle soit l'ouvrage du failli lui-même, et qu'elle n'ait pour but que de masquer la plus indigne spoliation envers les créanciers? Non, Messieurs, et c'est M. le procureur-général lui-même qui, sur ce point moral de la cause, vient donner aux adversaires le démenti le plus solennel. (L'avocat cite en effet un passage du rapport de M. le procureur-général de Rouen.) Et quels sont les auteurs de ces détournemens et de ces spoliations? L'instruction écrite, les interrogatoires, les aveux sont là: ce sont les demandeurs en renvoi; ce sont ces hommes qui, après avoir été forcés de convenir de toutes leurs turpitudes, osent s'intituler d'honorables négocians, et solliciter leur renvoi devant des juges autres que ceux dont ils n'ont pu soutenir les interrogatoires, et devant lesquels ils ont courbé leur tête humiliée.

Mais ce qu'il y a de plus extraordinaire de la part de ces hommes dont la condamnation est écrite d'avance dans leurs propres aveux, c'est qu'ils osent se porter accusateurs, et tenter d'arracher l'honneur à celui que déjà ils ont dépouillé de son crédit et de sa fortune.

A les entendre, M. Demiannay aurait déclaré au juge-commissaire de la faillite que s'il avait refusé de donner à son neveu une procuration écrite, c'était uniquement pour se ménager la possibilité de désavouer les opérations de ce dernier, dans le cas où elles ne lui seraient pas avantageuses.

A qui, en effet, persuaderait-on que M. Demiannay qui au su et vu de tout le commerce, avait autorisé son neveu à signer pour lui; qui, pendant quinze an-

nées consécutives, avait ratifié et volontairement exécuté les opérations faites par ce dernier en son nom; que M. Demiannay ait été assez bête (car c'est l'expression qui convient) pour s'imaginer que l'absence d'une procuration écrite serait pour lui un prétexte légal de choisir dans les opérations faites par son neveu, de distinguer celles qui lui seraient avantageuses de celles qui lui seraient défavorables, de ratifier les premières et de désavouer les autres?

Au reste, et c'est ici le cas de vous faire remarquer que le prétendu propos imputé à M. Demiannay n'a pas été entendu par le juge-commissaire lui-même.

Il a été recueilli par le juge sur les assertions de Cotman.

Or, ce Cotman, savez-vous, Messieurs, ce que c'est?

Ce Cotman, c'est l'un des spoliateurs les plus actifs de la fortune de M. Demiannay.

C'est lui qui, débiteur de la faillite de 1,350,000 fr. s'était fait porter sur les livres comme créancier de 540,000 fr. Il l'a avoué.

C'est lui qui, pour ne pas payer les 1,350,000 fr. a fabriqué, de concert avec François Demiannay, deux titres établissant sa libération. Il l'a encore avoué.

C'est lui enfin qui a soustrait le sac contenant les valeurs contre Jardin, Villeret, Léveillé; c'est lui qui a rendu ces valeurs à ces débiteurs; il a encore avoué.

Avant de terminer nos observations, il nous reste à nous expliquer sur un reproche qui nous est fait par le procureur-général lui-même, et qui est consigné dans son avis sur la demande en renvoi.

La probité de la maison Demiannay, dit le procureur-général, n'était pas, au surplus, irréprochable. En 1824, Demiannay a été impliqué dans une poursuite de faux, d'escroquerie et d'usure, suivie d'une ordonnance de prise de corps, et terminée à son égard, par un arrêt de non lieu du 23 octobre 1824, sauf des réserves.

Tel est le reproche qui nous est fait par le procureur-général.

Ce reproche, nous ne craignons pas de le dire, est empreint d'une sorte de légèreté.

Nous comprendrions peut-être ce reproche de M. le procureur-général, si l'arrêt de non lieu dont il parle était motivé uniquement sur le défaut ou l'insuffisance de preuves.

Mais, dans l'espèce, l'arrêt cité par M. le procureur-général (nous nous le sommes procuré; il passera sous les yeux de la Cour), est basé principalement :

1^o Sur ce que le billet argué de faux était de l'écriture du plaignant, et signé par lui;

2^o Sur ce qu'il avait été souscrit pour solde d'un précédent billet de 20,000 fr. dû par le plaignant;

3^o Sur ce qu'enfin le plaignant confessait lui-même qu'il était débiteur de la somme de 10,000 fr., montant du billet argué de faux.

En sorte que l'arrêt de non lieu est fondé non seulement sur le défaut de preuves à l'appui de l'accusation; mais encore sur la preuve de l'innocence de M. Demiannay.

Mais, Messieurs, il y a mieux; puisque M. le procureur-général voulait absolument se dispenser de lire l'arrêt de non lieu, il devait du moins prendre quelques informations sur ce qui s'était passé depuis l'arrêt, entre l'accusateur et l'accusé.

Et pour obtenir ces informations, il ne fallait pas aller bien loin, il fallait aller au greffe de la Cour.

Et là qu'aurait-il su?

Il aurait su; que dis-je? il aurait vu un arrêt de la Cour, du 6 mai 1823, rendu sur la plainte en calomnie.

M^e Lanvin dispense également son client du reproche tiré de la plainte en escroquerie, et démontre que, par suite du renvoi d'un Tribunal à un autre pour incompetence, et pour suivre s'il y avait lieu, le ministère public n'a pas poursuivi, et que le plaignant a payé intégralement le titre qui faisait l'unique objet du procès.

Ainsi, dit M^e Lanvin en terminant, Demiannay a été prévenu d'avoir escroqué un titre; mais la prévention a été abandonnée par le ministère public; les plaignans eux-mêmes ont reconnu l'erreur de leur plainte, en acquittant les causes du titre.

Demiannay a encore été accusé de faux; mais la justice a proclamé solennellement son innocence; elle a fait plus: elle a flétri celui qui s'était porté son dénonciateur.

Demiannay n'est pas un homme reprochable: il est un homme malheureux.

La parole est à M^e Adolphe Chauveau, avocat des syndics.

Messieurs, dit l'avocat, ma tâche est difficile et belle; elle est difficile car je représente à votre barre un confrère dont la voix puissante manque aux intérêts sacrés que je viens défendre; elle est difficile, car à peine ai-je eu trois jours pour examiner le dossier de cette immense procédure.

Elle est belle, car je viens défendre la magistrature normande; elle est belle, car je plaide pour sept cents familles malheureuses dont la fortune est arrêtée et en promesse par cette demande en renvoi.

M^e Adolphe Chauveau, après avoir tracé le plan de sa plaidoirie, et répondant tout d'abord à l'appel fait par les adversaires pour que la défense s'exprimât avec réserve, dit :

« Le sage exemple des adversaires, on nous a appelés à imiter le sage exemple des adversaires. En vérité, nous nous attendions à entendre parler de simples présomptions, de malheurs ; mais écoutez avec quelle réserve s'expriment les adversaires. A les entendre, Demiannay est un banqueroutier frauduleux ; il a volé, c'est un faussaire, il a violé des dépôts sacrés.

Un agent a été employé, c'est le sieur Prévôt. La calomnie la plus cruelle s'attache à lui. C'est l'agent, c'est l'homme de Demiannay. Les créanciers, ces malheureux ne sont que des vautours attachés sur leur proie, ce sont des hommes dont la fortune est tombée avec Demiannay, et qui veulent à votre barre la rebâtir à tout prix.

« Les magistrats, ce ne sont pas de simples présomptions qu'on souleève contre eux ; les accusations se multiplient, et cette magistrature si honorable dont l'instruction révèle la patience, le zèle et l'impartialité, est au ban de l'opinion publique.

« Avais-je raison de dire que nos adversaires ne nous avaient pas donné l'exemple de la réserve qu'ils voulaient nous imposer ? »

M^e Adolphe Chauveau aborde les faits généraux ; il indique le changement soudain qui s'opéra dans les esprits quelques jours après la faillite ; il repousse les reproches adressés aux syndics d'avoir imaginé des spoliations pour détourner la responsabilité sur un riche banquier notamment.

« Ce système serait possible, dit l'avocat, si nous plaitions contre des honnêtes banquiers ; mais l'instruction n'est-elle pas là toute remplie des aveux des prévenus ? »

M^e Dalloz : Il n'y a pas d'aveux....

M^e Chauveau : J'ai la copie des interrogatoires, et je vois l'un des prévenus, tourmenté par les remords, avouant qu'il avait tenu une conduite infame.

M^e Dalloz : Il faudrait nommer ce prévenu, pour qu'il n'y ait pas erreur.

M^e Chauveau : C'est Demiannay jeune.

L'avocat analyse les différens interrogatoires, et désigne comme coupables de spoliations la plupart des demandeurs en renvoi. Il arrive ensuite aux fins de non recevoir qui s'opposent à la demande ; et après les avoir établies dans une discussion pressante, il dit :

« C'est avec beaucoup de regret que je suis obligé de répondre, non seulement à mes adversaires, mais encore à M. le procureur-général de Rouen. J'ai vu avec peine, avec douleur, un magistrat, un procureur-général dire que des magistrats qui avaient rendu un arrêt dans un sens étaient suspects ; ainsi voilà d'honorables magistrats placés sur la sellette publique. On vous a dit que cet arrêt était monstrueux, qu'en absolvant Demiannay il condamnait les demandeurs ; que cet arrêt soit la condamnation de nos adversaires, je le comprends, mais au moins qu'il ne soit pas une note d'infamie pour les magistrats qui l'ont rendu. »

Passant aux considérations générales invoquées par les adversaires pour motiver la demande en renvoi, l'avocat continue : « C'est à vos consciences, Messieurs, que nous nous adressons, vous êtes arbitres souverains, magistrats-jurés. Eh bien ! si d'un côté on vous présente cet intérêt immense des prévenus pour obtenir le renvoi, le danger pour la composition du jury d'une manière impartiale, ne sera-t-il donc pas permis d'élever la voix en faveur des créanciers qui depuis trois ans attendent dans la misère le dividende qui leur est dû ? Une faillite ordinairement se résume par le partage de l'actif remis aux créanciers ; dans la cause il n'en est pas ainsi : tout est arrêté, entravé, les valeurs, l'actif sont sous la main de justice ; et cependant ceux que nous accusons d'avoir dépouillé Demiannay sont négociants, Cotman est banquier. Ne peut-il pas devenir insolvable ? M. Thuret lui-même est banquier, qui nous répond que ce crédit immense ne s'évanouira pas comme la fortune de Demiannay ? En 1851 nous n'eussions pas combattu cette demande en renvoi, mais après quatre années écoulées, quand toute l'instruction touche à son terme, quand les créanciers ont épuisé leurs ressources, évidemment une pareille demande blesse profondément les intérêts de la masse. »

M^e Chauveau réfute successivement les causes invoquées par les adversaires, pour la demande en renvoi : il soutient que le jury peut facilement être composé ; que sur la liste générale de 5000 jurés, on peut en trouver quarante étrangers au procès ; il s'élève sur tout avec énergie contre les soupçons dirigés sur la magistrature de Rouen qui serait, à jamais déconsidérée dans l'opinion publique si la Cour, admettant cette demande, semblait accorder créance aux soupçons élevés contre une compagnie tout entière.

M^e Dalloz a demandé à répliquer en peu de mots aux plaidoiries de MM^e Lanvin et Chauveau, non pour rétablir le système de la triple demande en renvoi, qui ne lui paraît ébranlé ni en fait ni en droit, mais pour protester contre les assertions des adversaires, quant aux prétendus aveux qu'ils prêtent à certains prévenus, aveux qui n'ont jamais existé d'après M^e Dalloz ; mais la Cour déclare que la cause est suffisamment entendue, et donne la parole à M. l'avocat-général Viger.

Cet honorable magistrat, dans un exposé général, balance les inconvéniens que traînent à leur suite les deux systèmes plaqués devant la Cour ; puis il arrive à l'exposé des faits, exposé remarquable par sa clarté et sa dignité, et dont nous regrettons de ne pouvoir donner qu'une analyse.

« En 1850 la faillite de Demiannay éclate ; de nombreux créanciers cherchent à s'avancer et à obtenir le paiement de leurs créances. Ici se place un fait capital qui

frappera l'attention de la Cour. Parmi ces créanciers se voyant par leurs mains au préjudice de la masse, se trouvent des magistrats et des personnes qui touchent à la magistrature par des liens de parenté, d'alliance ou d'intérêt. »

M. l'avocat-général, après quelques observations, jette un coup d'œil sur la physionomie de la procédure. Il signale d'abord cette circonstance du défaut de pouvoirs donnés à Demiannay neveu par son oncle, afin que celui-ci pût le désavouer.

« Quoi qu'il en soit, dit M. l'avocat-général, une accusation grave fut portée contre Demiannay neveu ; il aurait importé des valeurs considérables ; il aurait, de concert avec différentes maisons de banque, passé à son crédit et qui était au crédit de son oncle ; il aurait emporté, et fait est constaté, un sac plein d'effets de valeurs de commerce, donnés ensuite à différens individus qui se seraient ainsi emparés de la fortune du failli. Voilà l'une des branches principales de la poursuite contre le spoliateur principal et ses complices. »

M. l'avocat-général analyse l'instruction et les décisions judiciaires intervenues, et notamment l'ordonnance de mise en prévention de 1855 rendue après trois ans d'instruction. Ce magistrat trouve dans cette décision la preuve du zèle et de l'activité des magistrats.

« Toutefois, continue-t-il, nous sommes loin de dire quelle ne puisse être modifiée. Jusqu'à présent, nous ne vous avons pas parlé de la position du failli ; ce failli qui avait laissé un découvert de plus de six millions, il était attaqué comme banqueroutier frauduleux, comme violeur de dépôts qui lui étaient confiés, en un mot toutes accusations étaient portées contre lui. Mais à peine a-t-il élevé la voix contre son neveu, à peine l'a-t-il accusé de spoliation, tout-à-coup et comme si une lueur soudaine venait éclairer les créanciers, une autre direction est donnée à l'affaire, et un système nouveau signale Demiannay jeune et ses complices. »

Après avoir fait ressortir l'intérêt positif que les créanciers, les syndics et M. Demiannay avaient à soutenir ce système, M. l'avocat-général revient à la position du failli.

« Ne sommes-nous pas, dit ce magistrat, en bon droit de nous étonner que trois années se soient écoulées sans poursuites contre Demiannay, et qu'il ait pu, libre et tranquille, faire poursuivre les prétendus spoliateurs. »

M. l'avocat-général rappelle les dates de la procédure instruite contre M. Demiannay failli : c'est en novembre 1855 seulement qu'un réquisitoire est rédigé par le ministère public. En janvier 1854 une commission est donnée à un sieur Prévot ; « On a attaqué et on a défendu ce S^r Prévot, il ne nous appartient pas, dit M. l'avocat-général, de nous prononcer, mais cependant c'était le même individu qui avait vérifié les livres des différentes maisons de commerce attaquées par Demiannay ; alors intervient l'ordonnance de non-lieu, et cependant, il faut le dire, des présomptions très graves s'élevaient contre Demiannay ; aussi nous devons attribuer à une erreur déplorable et à une étrange précipitation l'ordonnance de mise en liberté provisoire. »

M. l'avocat-général examine les incidens élevés pour le cautionnement, fixé d'abord à 4,000 fr. par la chambre du conseil, à 10,000 fr. par le juge d'instruction auquel l'affaire a été renvoyée ; enfin à 150,000 fr. par la chambre des mises en accusation, mais à laquelle alors on avait adjoint la chambre de police correctionnelle.

« C'est à la suite de ces dispositions que les prévenus ont formé une demande en renvoi que nous allons examiner. »

« Et d'abord il est reconnu qu'il y a 556 créanciers habitant Rouen ou ses environs. Ils ont évidemment un intérêt puissant dans l'affaire ; ils ont leur parens ; de là une immensité d'intérêts et une grande influence. Cela nous paraît incontestable. »

« On a dit : ils peuvent être en dehors du jury ; on peut en dehors de ces parties intéressées composer un jury de quarante personnes. »

« Sans doute cela est possible ; mais croyez-vous que tant de créanciers ne puissent pas exercer une influence directe ou indirecte sur le jury, lorsqu'il se trouve 556 créanciers à tous les degrés de l'échelle sociale, ne rouvent-ils pas là une action morale puissante, une action vive et soutenue ? On a déjà dit qu'il existait un mal moral ; on a signalé aussi les attaques violentes de la presse, et il faut en convenir, elle s'est prononcée à chaque procédure, et tout récemment elle a attaqué avec acharnement le chef du parquet de la Cour de Rouen dans le mandat sacré à lui donné, lorsque répondant à la confiance de la Cour il donnait consciencieusement son avis ; certes quand nous voyons la presse s'acharner contre un magistrat honorable, nous retrouvons ce mal moral que signalent les demandeurs, et l'influence des créanciers, de leurs amis, de leurs parens et de leurs créanciers : comment ne pas voir là la cause du mal moral qui se révèle par la presse périodique ? On a signalé des intrigues, on accuse des magistrats ; ce sont encore des symptômes graves qui vous attestent encore ce mal moral. »

« Ce qui est bien plus grave, c'est l'état de la compagnie de la Cour royale de Rouen (Mouvement d'attention) ; non que je veuille porter atteinte à la considération des membres qui la composent, mais c'est précisément dans l'intérêt de leur considération, dans celui de la magistrature, que la loi a autorisé la Cour à renvoyer devant d'autres juges. »

Ici M. l'avocat-général jette un coup-d'œil sur le tableau synoptique des conseillers de la Cour de Rouen, et qui indique les magistrats intéressés dans ce procès. M. l'avocat-général justifie M. le conseiller Carbonnier sur différens reproches, et continue ainsi :

« Nous nous demanderons cependant si M. Carbonnier n'a pas mis beaucoup de zèle, s'il n'a pas montré beaucoup d'ardeur... Ce que nous disons est relatif à M. Carbonnier, et étranger au magistrat. »

M. Viger, après avoir signalé le grand nombre de magistrats intéressés, n'hésite pas à y voir des motifs de suspicion légitime.

Il examine ensuite l'arrêt de non-lieu, rendu au profit de Demiannay, il reconnaît qu'il exerce une haute influence sur le procès, et que l'innocence proclamée de Demiannay signale comme coupables les demandeurs.

« Or, en matière criminelle, dit ce magistrat, en regard des dispositions de la loi qui ne veut pas qu'un juge d'instruction, ni qu'aucun membre de la chambre des mises en accusation puisse siéger devant la chambre des assises, comment ne pas voir les conséquences immenses qui s'attachent à cet arrêt ? il s'agit pour nous en effet d'apprécier comme juré... Or, je descends dans ma conscience, je demande si cet arrêt ne produit sur moi aucune impression. Ah ! je ne puis m'empêcher de le dire, cet arrêt est le fruit de l'erreur et de la préoccupation ? (Sensation prolongée.) »

« Comment un failli qui n'a ni livres ni inventaires ne se trouve pas en présomption de banqueroute frauduleuse en présence des art. 593 et 594 du Code de commerce ? Le premier article veut qu'il justifie de ses recettes et de ses dépenses, et le failli n'en justifie pas ; le second veut qu'il représente ses livres, ses inventaires ; il n'a ni livres ni inventaires ; et c'est en présence de ces faits qu'on admet cette défense : On a volé le failli !... Eh ! qu'importe le failli n'en doit pas moins compte et compte rigoureux aux créanciers qu'il entraîne dans sa ruine. »

M. l'avocat-général, après quelques considérations, examine la question à l'égard du jury et dit : « A l'égard du jury, il y a plus de motifs encore pour déterminer le renvoi. Comment nos consciences pourraient-elles être rassurées, quand vous penserez qu'au jour des débats 556 créanciers, leurs amis, leurs parens assiègeront le pretoire, qu'ils exerceront leur redoutable influence sur les témoins, sur les jurés ! ne reconnaissez-vous pas qu'une pareille justice serait livrée à de graves préoccupations ?... »

M. l'avocat-général s'explique enfin sur la jonction des deux demandes en renvoi relatives à M. Demiannay et aux prévenus, et il requiert qu'il plaise à la Cour joindre et ordonner le renvoi des deux procédures devant une autre Cour.

La Cour, après deux heures de délibération, rentre en séance, et après avoir prononcé la jonction, rend l'arrêt suivant :

Attendu qu'il existe dans la cause des motifs de suspicion légitime, renvoie devant la Cour royale de Rennes.

COUR D'ASSISES DE LA SEINE.

(Présidence de M. Poulitier.)

Audience du 20 septembre.

Fol de quelques livres chez un libraire. — Défense en vers de l'un des accusés.

Deux jeunes gens qui n'ont pas encore vingt ans, l'un passementier, l'autre ouvrier mécanicien, voulurent se former une bibliothèque : le goût de la littérature avait remplacé dans leur esprit celui d'un travail manuel ; eux aussi voulurent faire des ouvrages littéraires, et cette folle idée chassa même le sentiment du bien.

Ils entrèrent un jour chez le sieur Guyot, libraire, place du Louvre ; ils marchandèrent des livres et n'en achetèrent pas ; mais le garçon de magasin les vit en prendre quelques-uns qu'ils mirent dans leur poche. Ils ont été traduits pour ce fait devant les assises, à cause de la circonstance de complicité.

Vattonne et Magnaudé (ce sont les accusés) ont reconnu à l'audience le fait qui leur est reproché.

M^e Auguste Bonjour et M^e Santeuil, leurs défenseurs, se sont surtout efforcés d'établir qu'il n'y avait pas complicité.

M. le président ayant demandé aux accusés s'ils avaient quelque chose à ajouter à leur défense, Magnaudé a répondu affirmativement et s'est exprimé ainsi :

« Ce n'est qu'en tremblant que j'ose élever ma faible voix dans cette auguste enceinte ; c'est en vain que je cherche à rassembler tout mon courage et toute ma force d'âme, pour mettre sous vos yeux l'état douloureux où elle se trouve. Depuis long-temps mon énergie avorte à l'aspect de ma faute ; coupable, me dit ma conscience, qu'oses-tu espérer de tes juges ? laisse-les te punir, et rappelle-toi, désormais, ces paroles sacrées que prononça un homme qui, s'il n'était pas Dieu, méritait de l'être : Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fit. »

Après cet exorde, l'accusé fait des protestations sur son repentir et sur les sentimens honnêtes qui restent dans son âme. Il fut entraîné, dit-il, par je ne sais quel mouvement convulsif et poussé par un démon maléfisant. Il peint ensuite l'horreur que lui inspire le séjour de la prison, par des vers que nous reproduisons textuellement.

Dans cet affreux séjour, la cruelle indigence,
Au visage affaibli par la pâle souffrance,
Le fléau des humains, le sombre désespoir,
A la face hideuse, et frémissante à voir ;
La colère au cœur bas, à la tête envenimée ;
L'envie aux froids serpens, qui vont perçant la nue ;
Le dégoût, les soucis, la dépravation,
La haine au cœur d'airain, et la corruption,
Ont sur le crime assis leur cour et leur empire ;
Ils ont leurs courtisans, l'impétueux délire,
Les perfides conseils, le cruel avenir,
Le découragement, la rage de souffrir ;
Précédant en tout temps l'inférial suicide,
Toujours prêt à frapper de son bras homicide,
Tels sont les compagnons qu'en ces horribles lieux
Le coupable égaré sans cesse a sous les yeux.
Vous frémissez, Messieurs, et vos cœurs généreux
Ont tressailli d'horreur à ce tableau hideux.

L'accusé continue par quelques phrases de prose, et finit ainsi : Je vous en supplie, Messieurs,

Sauvez un malheureux sur le bord de l'abîme ;
A la honte arrachez cette triste victime.
Tel un vent protecteur ramène vers le port
L'esquif que l'ouragan a chassé du bord.
Des remords déchirans la cohorte hideuse
Assiège mes esprits. Votre âme généreuse,
Vierge de faux verdicts, laissera-t-elle enfin
La vertu s'efforçant de rentrer dans mon sein ?
Oh ! non, votre bonté, votre douce indulgence,
Ici protégeront ma faible adolescence ;
Et fort d'un repentir qui va toujours croissant,
Tremblant, mais résigné, j'attends mon jugement.

M. le président Poulter a résumé les débats. Le jury ayant écarté la circonstance de complicité en déclarant les accusés coupables, ils ont été condamnés à 13 mois de prison.

Fol de chandeliers, croix d'argent et autres objets, dans une église.

Tout le maître-autel de Bezu-le-Long, près de Gisors, est sur la table destinée à l'étalage des pièces de conviction. On introduit l'accusé ; il prend tranquillement sa prise de tabac, il répond avec le plus grand calme, parle avec dignité, et n'ouvre jamais la bouche sans demander humblement la permission d'être entendu. Il a cinquante-cinq ans et s'appelle Ronsain. A son air de bonhomme on ne dirait pas que déjà il a subi deux ans de prison pour vol, et que pour une autre affaire du même genre, il a paru aux assises où cette fois il fut acquitté. Il faut croire qu'un bosse cachée trahit les bonnes dispositions que sa figure annonce. Voici ce qui résulte de l'acte d'accusation :

Dans la nuit du 14 au 15 janvier dernier, l'église de Bezu-le-Long fut ravagée : une échelle appliquée au mur dévoila comment le vol avait été commis ; mais on ne trouva pour arriver à la découverte des coupables qu'un morceau de drap marron qui, à la descente de l'échelle, était resté attaché à un treillage qu'il avait fallu traverser. Nous verrons que ce témoin muet joue le plus grand rôle dans l'affaire.

Quelques jours après, un nommé Charlot propose à Lefranc, marchand de vin, d'acheter du cuivre. « Ça me va, dit celui-ci ; j'ai précisément besoin de casseroles. » Charlot est un courtier dont Lefranc se défie. « Voyons votre cuivre, lui dit-il ; rendez-vous est pris. Alors Charlot prend un air mystérieux : « Ce n'est pas du cuivre, dit-il, c'est une affaire secrète, il y a de l'argent à gagner. — Nous verrons, répond le marchand de vin. » A l'heure arrêtée, Charlot arrive avec Ronsain ; celui-ci porte un sac, on l'ouvre ; le marchand de vin examine et dit : « Nous ne pouvons pas finir l'affaire ce soir, revenez demain matin. » A six heures du matin, Ronsain et Charlot reviennent ; mais le commissaire de police avait été averti par Lefranc ; ils sont arrêtés, et Ronsain portait un habit marron !

L'instruction se fait ; l'habit marron a une pièce à l'extrémité de l'un des pans, on rapproche le morceau trouvé à Bezu, c'est le même drap et il s'adapte parfaitement sur la pièce que Ronsain a fait mettre à son habit.

L'accusé Ronsain déclare qu'il a trouvé le sac avec tous les objets qu'il contient ; il a acheté l'habit à un marchand ambulancier avec la déchirure au bout d'un pan ; mais le tailleur, qu'on est parvenu à découvrir, se souvient fort bien que Ronsain lui a dit que c'était lui qui avait déchiré l'habit en passant dans une rue contre du bois qu'on sciait.

La chambre d'accusation a décidé qu'il n'y avait pas charges suffisantes contre Charlot. Ronsain a seul été renvoyé devant les assises pour vol commis la nuit, de complicité, avec escalade et effraction.

Les dépositions des témoins ont confirmé les charges résultant de l'instruction. Le portier de la maison où demeurait Ronsain a déclaré que dans la nuit du 14 au 15 janvier, l'accusé a dé couché.

M^e Duez aîné a fait observer d'abord combien l'accusation est grave, toutes les circonstances aggravantes s'y trouvent ; et les objets volés ne pouvaient valoir pour le voleur que vingt francs, c'est ce qu'en offrait le marchand de vin Lefranc ! L'avocat a trouvé dans ce fait le motif de croire qu'un acte de désespoir seul peut avoir entraîné à un vol si audacieux, et que dans ce désespoir les jurés peuvent puiser quelque indulgence.

Discutant ensuite les charges, M^e Duez a combattu les dépositions des témoins ; il a discuté surtout celle du portier sur la nuit à laquelle l'accusé aurait dé couché ; il a soutenu que c'était celle à laquelle les objets ayant été trouvés par l'accusé furent offerts au sieur Lefranc. Il a soutenu aussi que l'allégation de Ronsain, qu'il avait acheté l'habit avec la déchirure, n'était pas con redite par la déclaration du tailleur à qui l'accusé a pu ne pas vouloir dire qu'il avait acheté un habit déchiré.

Après le résumé du président, le jury est entré en délibération. Sa réponse ayant été affirmative avec toutes les circonstances aggravantes, Ronsain a été condamné à huit années de travaux forcés.

COUR D'ASSISES DES VOSGES. (Epinal.)

(Correspondance particulière.)

PRÉSIDENCE DE M. MASSON. — Audience du 1^{er} septembre.

Fol domestique. — Une jeune fille accusant de libertinage un vieillard de 95 ans.

Depuis plusieurs années Marie-Anne Vesler allait chaque jour avec sa mère, approprier le ménage des époux Caën de Neufchâteau, tous deux d'un âge fort avancé. Il y a deux ans ceux-ci s'aperçurent de la disparition d'une bague en diamans du prix de 300 fr. Un peu plus tard il leur manqua une autre bague dite alliance ; enfin, en dernier lieu leurs bijoux furent encore dérobés une pièce de 5 f. Leurs soupçons flottèrent long-temps incertains, mais le bruit s'étant répandu à Neufchâteau que la fille Vesler avait été vue

portant une bague de grand prix, ils la firent appeler et lui demandèrent des explications. Marie-Anne nia, demandant sa mère informée de ce qui se passait courir à faire des recherches dans l'armoire de sa fille, y trouva la bague en diamans et la rapporta. En présence de cette pièce de conviction Marie-Anne Vesler s'excusa comme elle put, disant qu'elle l'avait trouvée chez Caën en balayant sous l'armoire.

Elle comparait devant la Cour d'assises, accusée de vol domestique. C'est une fille de 20 ans, à la taille épaisse et ramassée, aux formes saillantes et aux traits masculins. Cette espèce de virago sanglotte en montant au banc des accusés, et pendant la lecture de l'acte d'accusation elle se couvre le visage avec un mouchoir qu'elle tient à la main. On appelle les témoins.

Ory Caën, rentier à Neufchâteau, âgé de 95 ans, dépose du vol et de la restitution de la bague en diamant.

M. le président : Fille Vesler, qu'avez-vous à répondre à cette déclaration ?

L'accusée, quittant son attitude repentante et et d'un air assuré : M. Caën ne dit pas la vérité : c'est lui-même qui m'a donné la bague il y a deux ans. J'entrai chez lui ce jour-là à six heures du matin, pour faire son ménage comme à l'ordinaire. Il vint m'ouvrir la porte et glissa la main sous mon fichu : Je le repoussai. Tandis que je faisais son café, il vint me trouver à la cuisine où il osa davantage ; je le rebutai toujours. Enfin, il profita du moment où je faisais son lit pour me surprendre et obtenir une faveur. Ce fut alors qu'il me donna la bague en me disant qu'elle me ferait plaisir.

On croira peut-être que des murmures d'incrédulité accueillent ce récit : qu'on se détrompe. Ory Caën a 95 ans, il est vrai, mais ce vieillard est un homme comme on en voit peu aujourd'hui. Sa démarche sans être aussi dégagee qu'il y a un demi-siècle, n'est point du tout chancelante. Sa stature carrée, sa taille droite, sa tête blanchie mais crépue et à laquelle on ne dirait pas qu'il manque un cheveu ; son œil brillant, sa figure pleine, son teint coloré, tout indique en lui un homme de la vieille roche qui n'est point incommodé de son âge presque séculaire ; et on attend avec curiosité la réponse qu'il fera aux inculpations de la jeune fille.

Caën se contente d'abord de laisser errer sur ses lèvres un sourire goguenard où viennent se nuancer l'intention d'un démenti, en même temps qu'un certain air de satisfaction. Pressé de s'expliquer plus catégoriquement, il répond en ces termes : Vous pensez bien, M. le président, que si j'avais envie d'une fille, je ne m'adresserais pas à mademoiselle qui voit beaucoup d'autres hommes ; et que je n'aurais pas payé d'une bague de 300 fr. des faveurs qu'elle donne pour 15 ou 20 sous. (Rire général.)

La servante déclarée coupable, mais avec des circonstances atténuantes, a été condamnée à 15 mois de prison et 5 années de surveillance.

Audience du 2 septembre 1834.

BLESSURE HORRIBLE. — CURE MIRACULEUSE.

C'est aujourd'hui un habitant du ban de la Roche, un élève du bon pasteur qui figurait en Cour d'assises. Ombre illustre d'Obertin, combien tu as dû en gémir ! Un de tes enfans accusé de crime ! Le fruit de tes nobles travaux sera-t-il donc perdu ? et ta belle âme en montant aux cieux aurait-elle laissé le ban de la Roche retomber dans la barbarie d'où tu l'as sorti ! Non. Rassure-toi, il n'en est rien. Tes bienfaits ne sont pas de ceux qu'on oublie ; leur souvenir traversera les siècles. Ta mémoire n'a pas cessé d'être en vénération dans toute la contrée : ton image chérie orne encore indistinctement et l'habitation du riche et la chaumière du pauvre ; l'exemple de tes vertus revit dans Rauscher, ton successeur et ton gendre ; et l'histoire de ta vie restera gravée sur le sol aride que tu as rendu fertile. Ces côtes autrefois pavés de roches que tu as couverts d'abondantes moissons : les arbres des vergers où, avant toi, on ne recueillait que des fruits sauvages ; ces ponts ingénieux et hardis que ton bras a jetés sur les torrens de la Bruche ; ces masses énormes de granit à travers lesquelles ta main patiente a ouvert les premières communications avec l'Alsace et les Vosges, sont autant de monumens qui rediront d'âge en âge ton nom à la postérité. Obertin, ta mémoire est impérissable autant que la civilisation que tu as créée dans cette partie délaissée de la France. Mais ta voix s'est éteinte, et avec elle son prestige ; ton souffle magique n'est plus là pour entretenir le feu sacré, et la puissance de ton génie a cessé de se faire sentir. La perte d'un grand homme s'annonce surtout par la privation de ses bienfaits ; les anciens ne crurent à la mort d'Hercule qu'au retour des fleaux dont il les avait délivrés. Un crime est donc redevenu possible au ban de la Roche.

C'était un dimanche du mois de mars dernier. Plusieurs habitans de Fondai et de Waldersbach buvaient rassemblés dans une maison de ce dernier village. Il était deux heures du matin. David Bohy, jeune homme de 18 ans, avait déjà plusieurs fois, mais inutilement, prié son oncle Garnier de faire trêve à ses copieuses libations et de revenir chez lui. S'imaginant enfin que le meilleur moyen de le forcer à quitter la partie serait d'éteindre la lumière qui éclairait l'appartement, il la souffla tout-à-coup. Mais à peine fut-elle rallumée, que Samuel Banzet, offensé de cette impolitesse, bien qu'elle ne s'adressât pas à lui, courut sur Bohy et le prit au collet. Celui-ci, le repoussant, l'envoya heurter contre la muraille. Au même instant, Banzet se saisit d'une hache qui se trouvait sous sa main, et en porta un coup à son adversaire qui tomba baigné dans son sang. On accourut à son secours : le tranchant de la hache avait ouvert la poitrine de ce malheureux jeune homme, et s'y enfonçant de près de trois pouces, avait déchiré jusqu'aux poumons. Le courant d'air continu qui en sortait avait une force suffisante pour éteindre la lumière qu'on approchait. L'incision n'avait pas moins de six pouces et demi d'étendue, le coup ayant été porté en sciant.

Bohy a survécu à cette horrible blessure, grâce à l'habileté du docteur Marchal de Rothau, qui lui a prodigué ses soins. A l'audience, les jurés ont voulu voir la cicatrice : Bohy a découvert sa poitrine, et à cette vue chacun a frissonné. M. Marchal ayant reçu publiquement les éloges les plus flatteurs sur cette cure merveilleuse, les a repoussés avec modestie, en disant que la nature en avait fait presque tous les frais.

Samuel Banzet ne pouvant nier le fait, s'est excusé principalement sur l'état d'ivresse dans lequel il était au moment où le coup avait été porté : il a prétendu aussi avoir été provoqué par Bohy. Mais la question d'excuse a été résolue négativement, et l'accusé, déclaré coupable avec des circonstances atténuantes, a été condamné à trois années d'emprisonnement.

POLICE CORRECTIONNELLE DE PARIS. (6^e chamb.)

(Présidence de M. Pérignon.)

Audience du 20 septembre.

Procès de LA TRIBUNE. — Refus d'insertion d'une lettre envoyée par le préfet de police.

Dans son numéro du 5 septembre dernier, le journal la Tribune inséra deux lettres des sieurs Jeanne père et fils, dans lesquelles étaient contenues des plaintes fort vives contre le régime intérieur des prisons du département de la Seine, et un article où l'administration de la préfecture de police trouva des imputations mensongères et colomnieuses. M. Ollivier Dufresne, inspecteur-général des prisons, écrivit une lettre à la Tribune. M. le préfet de police déclara qu'il adoptait comme siennes propres les explications contenues dans cette lettre, et somma le rédacteur de la Tribune de l'insérer textuellement dans un de ses prochains numéros. Le gérant de la Tribune se refusa à l'insertion de cette lettre. Il prétendit que comme elle n'était qu'un démenti donné aux assertions du sieur Jeanne, il ne pouvait l'insérer qu'autant qu'il lui serait loisible de communiquer avec ce prisonnier. M. le préfet de police assigna en conséquence le sieur Bichat, gérant de la Tribune, devant la 6^e chambre, comme ayant contrevenu aux dispositions de l'article 11 de la loi du 25 mars 1822.

M. Germain Sirrut a présenté au nom du gérant de la Tribune les moyens de défense de ce journal ; se bornant à la discussion du point de fait que présentait la cause, il s'est attaché à démontrer, à l'aide de sa correspondance et de sa propre expérience, quant au régime intérieur des prisons du département de la Seine, que tous les faits allégués dans les lettres des sieurs Jeanne, père et fils, étaient l'expression de la vérité.

M^e Boussy a soutenu en droit que l'article 11 de la loi du 25 mars 1822 n'est applicable qu'aux simples particuliers ; que ses dispositions ne peuvent s'appliquer à l'administration, qui, attaquant de sa nature par la presse, pourrait, si la demande de M. le préfet de police était accueillie, remplir les colonnes de tous les journaux de ses quotidiennes apologies.

M^e Duvergier a soutenu les conclusions de M. le préfet de police.

Le Tribunal, sur les conclusions du ministère public, après en avoir délibéré en chambre du conseil, a rendu le jugement suivant :

Attendu qu'Ollivier Dufresne, en sa qualité d'inspecteur-général des prisons du département de la Seine, était le plus à portée de répondre aux deux lettres écrites par Jeanne père et Jeanne fils, et adressées, soit au préfet de police, soit au journal la Tribune ;

Attendu que par une lettre du préfet de police, du 9 septembre 1834, adressée au journal la Tribune, ce fonctionnaire déclare accepter la lettre d'Ollivier Dufresne, comme sienne propre ;

Attendu, d'ailleurs, que si Ollivier Dufresne n'a pas été suffisamment nommé dans la lettre de Jeanne fils, il y a été suffisamment désigné en sa qualité d'inspecteur des prisons de la Seine ;

Attendu que par ces deux motifs, le rédacteur responsable de la Tribune devait insérer la lettre dont s'agit ;

Attendu que rien dans la lettre écrite par Ollivier-Dufresne, et que le préfet de police a sommé d'insérer, n'était de nature à autoriser le refus d'insertion imputé à la Tribune ; que si dans les dernières lignes de la lettre se trouvent les reproches d'attaques perfides et mensongères, ces expressions ne s'adressent pas aux rédacteurs du journal la Tribune ;

Attendu qu'il rentre dans les véritables principes de la liberté de la presse, que tout journal qui a ouvert ses colonnes aux attaques, admette et insère la réponse en défense ;

Attendu que malgré la sommation faite le 10 septembre 1834 au sieur Bichat, gérant du journal, à la requête du préfet de police, d'insérer la lettre d'Ollivier Dufresne, le sieur Bichat n'a pas fait insérer ladite lettre ;

Qu'il s'est aussi rendu coupable du délit prévu par l'art. 11 de la loi du 25 mars 1822 ;

Le Tribunal condamne Bichat à 50 fr. d'amende ; ordonne que dans les trois jours de la signification du jugement, il sera tenu d'insérer la lettre dans le journal la Tribune.

CHRONIQUE.

DÉPARTEMENTS.

— M. Amédée Tranchard, avocat à la Cour royale de Rouen, et ex-substitut du procureur du Roi, vient d'être enlevé à sa famille et à ses amis à la fleur de son âge.

— Nous recevons de nouveaux et intéressans détails sur le crime horrible commis à Mortagne par un père assassin de ses propres enfans, et dont la Gazette des Tribunaux a parlé le 15 septembre. Voici l'explication de ce forfait :

Louis Launay, dit Morillon, mendiant, âgé de 56 ans, demeurant à Saint-Jean-la-Forêt, avait été forcé de vendre, il y a environ trois mois, une petite pièce de terre, la seule ressource qui lui restait pour faire subsis-

ter sa femme et ses enfans. La douleur qu'il en ressentit le dégouta de la vie ; mais il n'avait pas assez de courage pour attenter à ses jours. Il paraît d'ailleurs qu'il n'envia-geait le suicide que comme un crime horrible, puisque c'est une action dont on n'a pas le temps de se repentir. Cet homme, dont les idées religieuses ont évidemment exalté le cerveau, crut que la voie qui le conduirait le plus sûrement à la mort c'était l'assassinat de ses propres enfans. « Ils sont bien jeunes, se disait-il : ce sont des anges que j'envoie au ciel. Si je les laisse vivre, peut-être ne seront-ils pas bons chrétiens. » Telles sont les réflexions qui l'amènèrent à son abominable projet ; et, pour l'exécuter, il n'attendit plus qu'une occasion favorable.

Elle se présenta dans la matinée du mardi 9 de ce mois. La femme de Launay était sortie pour quelques heures ; c'est le moment que celui-ci choisit pour im- moler à ses craintes fanatiques ses deux malheureux enfans. Il voulut d'abord les assommer à coups de bâton ; mais il pensa qu'il les ferait trop souffrir, et il tenta de les étouffer. Il saisit l'aîné, le plaça sur son lit, lui mit les genoux sur la poitrine et sur le ventre, en lui pressant la gorge avec ses mains. Enfin, touché de ses longues souffrances, le barbare père alla chercher ses rasoirs, et en porta deux coups dans la gorge de son fils ; il prit ensuite son jeune frère, et lui coupa la gorge d'un coup du même instrument.

C'est principalement de la bouche de Launay que l'on a appris ces horribles détails, qu'il rapporte avec un sang-froid, une impassibilité dont on se ferait difficilement l'idée. On n'a remarqué en lui aucun signe d'émotion ; il ne manifeste aucun repentir. Si ses enfans vivaient, il ferait ce qu'il a fait ; car il veut mourir, et l'unique but qu'il s'est proposé était de se livrer au glaive de la justice.

M. le procureur du Roi et M. le juge d'instruction de Mortagne se sont transportés sur les lieux pour in- former sur cet attentat. Il est pénible de croire qu'en com- mettant un pareil crime, Launay jouissait de toute la plé- nitude de sa raison ; mais au calme qu'il montre, à son exaltation raisonnée, on ne peut s'empêcher de voir chez lui un projet médité depuis long-temps, arrêté de sang- froid et calculé rationnellement d'après certaines idées religieuses mal comprises.

— C'est une coutume immémoriale dans le Périgord ainsi qu'en Auvergne, qu'un mari qui s'est laissé battre par sa femme doit monter sur un âne et se laisser promener dans la ville par ses compagnons. S'il y résiste on lui donne un remplaçant, porteur d'un écriteau, où se trouvent les noms, profession et demeure du mari battu.

Les jeunes gens d'Agonac ont été plus exigeans à l'é- gard d'un de leurs camarades qui s'était laissé battre par deux ou trois femmes ; ils voulurent absolument qu'il fit en personne la cérémonie expiatoire. Des voies de persuasion ils en virent aux coups ; aussi les deux principaux moteurs furent-ils traduits au Tribunal cor- rectionnel de Périgueux, et condamnés l'un à un mois, l'autre à dix jours de prison.

Le maire d'Agonac vient d'être suspendu de ses fon- ctions pour n'avoir pas montré assez de vigueur dans cette circonstance.

PARIS, 20 SEPTEMBRE.

— L'appel d'un jugement rendu par le Tribunal de simple police est-il valablement interjeté par la signification

qui en est faite au procureur du Roi remplissant les fon- ctions du ministère public près le Tribunal qui doit connaître de cet appel ?

Deux arrêts de la Cour de cassation, des 27 août 1825 et 1^{er} juillet 1826, ont décidé l'affirmative. Cependant le Tribunal correctionnel de Laon a jugé, le 15 juin 1854, que l'appel d'un jugement de simple police devait être si- gnifié, à peine de nullité, au magistrat qui avait rempli les fonctions du ministère public devant le Tribunal dont la décision était attaquée. Le sieur Lecamp, contre le- quel ce jugement a été rendu, s'est pourvu en cassation. M^e Lanvin, son avocat, a dit que dans le silence du Code d'instruction criminelle sur la forme de l'appel des juge- mens de simple police, la jurisprudence avait admis que cet appel pouvait être fait par la voie de l'inscription au greffe ou par celle de la notification ; que le principe de l'indivisibilité du ministère public devait faire décider que la notification était valable, soit qu'elle fût faite au magistrat faisant les fonctions du ministère public près du Tribunal de police, soit qu'elle fût signifiée au procureur du Roi près du Tribunal d'appel. Sur les conclusions conformes de M. Viger, avocat-général, la Cour, persistant dans sa jurisprudence, a cassé le juge- ment du Tribunal de Laon.

— « Monsieur, pourrait-on avoir une timballe d'ar- gent, une montre et une chaîne de cou dans des prix modérés ? » — « Cela est très facile, Monsieur, » et aussitôt M. Legendre, bijoutier, quai de la Grève, 4, s'empresse d'étaler les bijoux qu'on demande.

Au moment de régler le prix de l'acquisition, Henry Gaillard (c'est le nom du marchand), objecte qu'il n'a pas sur lui la somme nécessaire, et dépose entre les mains du marchand son nom et son adresse, rue Mari- vaux-des-Lombards, 14 ; il engage en même temps M. Legendre à lui apporter les objets de son choix le len- demain à neuf heures du matin.

M. Legendre est exact au rendez-vous ; Henry Gail- lard l'attendait ; il conduit le bijoutier dans un cabinet dépendant de la boutique du marchand de vin. Là il lui demande la chaîne et la montre, qu'il va, dit-il, présen- ter à la personne à qui le cadeau est destiné ; et pour mieux entretenir la sécurité de l'orfevre, il le prie de retenir la timballe d'argent. M. Legendre attendait de- puis une demi-heure le retour du soi-disant Henry Gail- lard ; mais il dut renoncer à attendre plus long-temps, car le filou s'était adroitement esquivé.

— Appart est accusé d'avoir volé un cheval au sieur Maupas. La bête a disparu dans la nuit du 31 mars der- nier, et c'est Appart qui l'a vendu le 31 mars dernier à Versailles : il dit pour sa défense qu'un individu dont il ne sait pas le nom l'a chargé d'aller vendre ce cheval ; mais Appart avait servi chez Maupas, et il devait recon- naître le cheval de son maître, qu'une marque blanche sur le front rendait très reconnaissable ; de plus il a vendu le cheval en prenant les noms de Louis-Philippe, et en se disant d'un pays autre que celui où il est né. L'accusé écarte cette charge en disant qu'il était connu sous le nom de Louis-Philippe à cause de ses gros favoris. M^e De- laporte, chargé de la défense, s'est attaché surtout à faire connaître les bons antécédens de Appart, et à écarter la circonstance aggravante de maison habitée ; l'écurie dans laquelle était le cheval volé était séparée par une en- ceinte particulière. Le jury a déclaré l'accusé coupable, mais sans la circonstance de maison habitée. En consé- quence, Appart a été condamné à une année de prison.

— Kraimtz, condamné avant-hier pour fausse monnaie de billon, nous adresse une lettre dont l'insertion ne peut lui être refusée.

« Monsieur, »
« Je prends la liberté de vous adresser la présente pour vous renouveler à la mémoire un jugement rendu hier contre moi. Je ne doute pas que votre journal en ait fait mention, et qu'il ait aussi parlé de la condamnation que j'ai subie. »
« Je laisse en proie à la misère la plus profonde des enfans malades et une femme jeune encore et presque aveugle ; en un mot, tous les malheurs m'accablent à la fois. »
« Votre journal a bien souvent secouru le malheureux en ou- vrant une souscription en sa faveur, je viens solliciter l'ou- verture d'une pareille souscription, en faveur de mon épouse, afin qu'elle puisse passer l'hiver un peu plus heureusement. »
« Je compte sur vos bontés ; vous êtes le dernier espoir d'un homme que la fatalité n'a jamais cessé de poursuivre. »
« J'ai l'honneur, etc. »
KRAIMTZ.
« De la Conciergerie, ce 19 septembre 1834. »

— Deux aunes de tulle, un petit bonnet et un mauvais mouchoir volés à une blanchisseuse ont conduit devant la Cour d'assises la fille Pitra, qui allait quelquefois faire chez cette blanchisseuse une journée de travail. Elle avait tiré 20 sous de ces objets soustraits, et la pauvre fille pleurait à chaudes larmes sur sa faute. Le vol était avoué et prouvé ; mais y avait-il domesticité ? N'y avait-il pas de circonstances atténuantes ? L'avocat chargé d'office de dé- fendre l'accusée s'est exprimé à peu près en ces termes : « En présence des débats que vous venez d'entendre, vous n'attendez pas de longs développemens ; je me bornerai à m'en rapporter à votre sagesse. Et l'avocat s'est assis. »

M. le président Poulthier, résumant les débats avec son impartialité accoutumée, a cru devoir suppléer au silence du défenseur ; il a fait observer que la défense aurait pu invoquer des circonstances atténuantes.

Le jury, après une courte délibération, a écarté la circonstance aggravante de domesticité, sur laquelle l'a- vocat avait cru devoir se taire, et a reconnu des circon- stances atténuantes. La Cour a condamné la fille Pitra à deux ans de prison.

— Un villageois de Meslin-l'Évêque, près d'Ath en Belgique, las de la vie, a commencé par fabriquer lui- même la corde avec laquelle il voulait se pendre. A défaut de chanvre, il a fait une tresse de jonc artistement tra- vaillée. Il a choisi ensuite un frêne fort élevé, est monté sur une branche de 45 pieds de hauteur, et après avoir solidement attaché le nœud coulant, il s'y est suspendu.

Deux habitans du même village, survenus au moment même où il venait de se lancer, ont monté à leur tour à l'arbre, ont saisi dans leurs bras le malheureux, ont coupé la corde et ont porté à l'hospice ce pauvre diable encore vivant. Une saignée copieuse l'a rappelé à lui-même ; mais il a déclaré que si semaine ne se passerait pas sans que, de manière ou d'autre, il exécutât son funeste dessein.

— M. le lieutenant-général Drouet d'Erion, M. Le- pasquier, intendant civil, et les autres nouveaux magis- trats civils ou judiciaires de la colonie d'Alger sont arri- vés à Toulon. Le général et son état-major ont dû s'em- barquer le 14 sur la frégate l'Artemise ; la corvette de charge l'Agathe devait recevoir M. Laurence, procureur- général, ses substituts, les juges et le greffier en chef. Les passagers sont au nombre de 54, dont 17 seront ad- mis à la table du commandant, et les 17 autres à celle de l'état-major.

Le rédacteur en chef, gérant, BRETON.

PHARMACIE COLBERT.

Premier établissement de la capitale pour le traitement végétal des maladies secrètes et des dartres. Indiquer la SALSEPAREILLE, c'est en signaler l'essence. Pharm. corresp. : Bayonne, Lebeuf ; Bordeaux, Tapie ; Boulogne, Vandoysen ; Cherbourg, veuve Robe ; Dijon, Darantière ; Le Havre, Dalmesche ; Lille, Tripiet ; Lorient, Beaupin ; Lyon, Aguetant ; Marseille, Thumin ; Metz, Worms ; Montpellier, Ollier ; Nantes, Lebon ; Rouen, Beauclair ; Toulon, Méric ; Toulouse, Delpech ; Tours, Micge. — Les journaux des départemens et de l'étranger désignent tous les autres correspondans. Consultations gratuites de dix heures à midi, galerie Colbert. — Entrée particulière rue Vivienne, n. 4.

SOCIÉTÉS COMMERCIALES.

(Loi du 31 mars 1833.)

Par acte sous signature privée du huit septembre mil huit cent trente-quatre, M^{lle} LOUISE BORDERES, majeure, et M. JULES-HENRI LEFRANC, employé, et M^{lle} JEANNE-CAROLINE BORDERES, son épouse, demeurant tous à Pa- ris, rue de Bussy, n. 10, ont déclaré dissoute, à com- pter du huit septembre mil huit cent trente-quatre, la société qui existait entre eux pour l'exploitation d'un fonds de marchande de nouveautés et de moles, à Paris, rue de Bussy, n. 10, et M^{lle} BORDERES a été chargée de la liquidation.

ANNONCES JUDICIAIRES.

Vente sur folle enchère. Adjudication définitive le 2 octobre 1834, en l'audience des saisies immobilières du Tribunal civil de la Seine, d'une MAISON et dépendances sises à Paris, allée d'Antin, n. 3 bis, aux Champs-Élysées. Cette maison, agréablement située et commodément distribuée, est d'un bon produit. Mise à prix : 25,000 fr. ; elle a été adjugée en 1830 moyennant 49,900 fr. S'adresser pour les ren- seignemens : 1^o à M^e Marchand, avoué poursuivant, rue de Cléry, n. 36 ; 2^o à M^e Mitoulet, avoué présent à la vente, rue des Moulins, 20 ; 3^o à M^e Bauer, avoué, place du Caire, 35.

Adjudication préparatoire en l'audience des criées du Tribunal de la Seine, le 4 octobre 1834, d'un TERRAIN sis à Paris, rue de Milan, n. 4, de la con- tenance de 382 toises 3 pieds 9 pouces 6 lignes, sur la mise à prix de 39,000 fr. — S'adresser à M^e Fremont, avoué poursuivant la vente, demeurant à Paris, rue Saint-Denis, n. 574.

Adjudication définitive le mercredi 5 novembre 1834, en l'audience des criées du Tribunal de la Seine, d'une MAISON sise passage Tivoli, n. 24, donnant d'un bout rue Saint-Lazare, et de l'autre rue de Lon- dres, sur la mise à prix de 30,000 fr. S'adresser audit M^e Lambert, avoué poursuivant.

VENTES PAR AUTORITÉ DE JUSTICE

Place du Châtelet de Paris.
Le mercredi 14 septembre 1834, midi.
Consistent en commode, comptoir, banquette, buffet, table, cuivres, couleurs, et autres objets. Au comptant.

AVIS DIVERS.

Les créanciers meuniers du sieur DUGUY, ex-fac- teur aux farines, sont invités à se rendre le mercredi 8 octobre prochain, à midi précis, dans le cabinet de M. CHIBBAL, receveur de rentes, rue Vieille-du- Temple, n. 72, commissaire choisi pour le recouvre- ment à leur profit, du cautionnement du sieur DU- GUY, afin de s'entendre sur sa repartition.

A vendre à l'amiable, une MAISON sise à Paris, rue du Colysée, n. 5, faubourg Saint-Honoré, com- posée d'un corps de logis principal sur la rue, d'une cour, jardin ensuite et deux petits bâtimens con- tenant remises, écurie, serre et dépendances. S'adresser à M^e Cahout, notaire à Paris, rue des Filles-Saint-Thomas, n. 43.

M. PUGET, colporteur, rue des Francs-Bourgeois, n. 25, au marais, a acquis le fonds de colporteur de M. DANVE, sis rue Chariot, n. 5, moyennant 800 fr. comptant, pour l'achat-à-charge et les objets mobiliers, payables le 30 courant. Ceux qui auraient droit à y former opposition devront la former avant cette épo- que aux mains de l'acquéreur.

A VENDRE pour cause de décès, ETUDE D'AVOUE de première instance à Bourges (Cher). S'adresser à Bourges, à M^{me} veuve Sacrac. Et à Paris, à M. Vivien, rue Saint-Antoine, 62.

A vendre, une ETUDE D'HUISSIER dans un che- lieu du département de la Marne, d'un produit de 6,000 fr. — S'adresser à M. Chabbal, négociant, rece- veur de rentes à Paris, rue Vieille-du-Temple, 72.

Une personne habitant une campagne à 12 lieues de Paris, desire prendre en pension un ou deux en- fans pour commencer leur éducation et leur donner des leçons d'Anglais. S'adr. par lettres, à M. THOREL, rue Neuillimontant, n. 84, à Paris.

CRÉANCIERS SYNONASTIQUES

Pharmacie Colbert, galerie Colbert.

Les seules approuvées par l'autorité contre la con- stipation, les faiblesses et douleurs d'estomac, les vents, la bile, les glaires ; 3 fr. la boîte avec l'instruction. — Dépositaires, voir l'annonce Pharmacie Colbert.

Avis contre la fausse Crinoline.

Cachet type de la vraie crino- line, 5 ans de durée, par OUVI- NOT, seul breveté, fournisseur de l'armée. Coles de luxe, prix, 7, 9, 12 et 18 fr. ; CASQUETTES imperméables. Maison centrale, rue du Grand-Chantier, 5, au Marais, et maison de détail, place de la Bourse, 27

POUDRE BALSAMIQUE DE COPAHU

DU DOCTEUR DUSSAUX.

Cette poudre ne ressemble en rien à toutes les pré- parations vantées jusqu'à ce jour. Privée de incon- vénients graves dont on n'avait encore pu débarrasser le copahu, elle a perdu son odeur, sa saveur âcre et désagréable. Sa vertu spécifique contre tous les écoul- emens blennorrhéens, est constatée journellement par l'expérience.

Pharmacie de DISSARD, faubourg St-Denis, 98.

UTILE ET AGRÉABLE,

LE CAFÉ DE SANTÉ ET LE CAFÉ-CHOCOLAT, RA- FRAÏCHISSANT, BREVETÉ, dit DE LA TRINITÉ, est re- connu par ses consommateurs être aliment et remède, utile en santé comme dans les convalescences, ainsi que régime précieux dans les maladies de langueur, plus difficiles à supporter que la douleur même. Le café de santé (sans café) possède tous les avantages du café des îles, sans en avoir les inconvéniens : au lieu d'agacer les nerfs, il les calme ; et au lieu d'éloi- gner le sommeil, il le provoque. Voir pour plus de détails, le régime des valétudinaires, rue Beauregard, n. 6, près le boulevard Bonne-Nouvelle.

Tribunal de commerce DE PARIS.

ASSEMBLÉES DE CRÉANCIERS du lundi 22 septembre.

BOUCHER, M^e de bois. Syndicat, 10
VANDAELE, tailleur. Vérifio, 10
RAOUL-MICHAUD, entrep. de peintures. Clôture, 10
SCHWIND, anc. entrep. de bâtimens. Id., 10
BUNELLE, négociant. Id., 11

du mardi 25 septembre.

OURSSELLE - M^e de vins-traiteur. Clôture, 10
GEISMAR, ég. ocellant. Vérifio, 10
BERNON, maître. Syndicat, 10
LARDEREAU, anc. corroyeur. Synd., 10

CLOTURE DES AFFIRMATIONS.

	septem.	heut.
MAITRE, distillateur, le	14	15
CREPINET, fabricant de parapluies, esuets et		
fonets, le	14	15
DESAIN, ancien négociant, le	15	16
VAUR, mercier, le	15	16
LABOUCHE, fabric. de bretelles, le	16	17
GODARD, entr. de bâtimens, le	16	17
DEVOYE, tenant hôtel parisi, le	16	17
HAY, dit LEHEC, nourrisseur, le	17	18
PINARD, fabricant de crins, le	17	18
ANTHEAUME M ^e de vins, le	17	18
TURLURE, M ^e bouvetier, le	17	18

DÉCLARATION DE FAI LITES

du mardi 16 septembre.

BOUCHÉ frères, associés de guiste (actuellement en liqui- dation) à Paris, rue des Lombards, 32. — Juge-com. : M. Ouvé ; agent : M. Clavery, rue Bimholon, 13.

du jeudi 18 septembre.

CHEVALIER, menuisier, faub. St-Honoré, 70, cour du Relins. — Juge-com. : M. Gaillard ; agent : M. Jour, rue de Sentier, 7.

du vendredi 19 septem. re.

VESPA, M^e de vins, rue Richelieu, 67. — Jug.-com. : M. Thoré ; agent : M. Bidard, rue Ventadour, 5. — Jug.- GUILAUME, horloger à Paris, rue Mouton, 4. — Jug.- com. : M. Demière ; agent : M. Richou, rue Mont- marte, 34.

BOURSE DU 20 SEPTEMBRE 1834.

A TERME.	1 ^{er} cours.	pl. haut.	pl. bas.	dernier.
5 ojs compt.	105	105	104 90	105
— Fin courrant.	104 95	105 5	104 85	104 85
Emp. 1831 compt.	—	—	—	—
— Fin courrant.	—	—	—	—
Emp. 1832 compt.	—	—	—	—
— Fin courrant.	—	—	—	—
3 p. ojs compt. e. d.	76 45	76 55	76 45	76 55
— Fin courrant.	76 45	76 55	76 40	76 50
R. de Napt. compt.	63 10	—	63 10	63 10
— Fin courrant.	—	—	—	—
R. perp. d'Esp. et.	36 3/8	37 3/4	36 1/2	36 3/4
— Fin courrant.	36 1/8	38	35 1/2	36 1/2

INTERVENIR PINAN-DELAFOREST, notaire, Rue des Bons-Enfans, 24.

Vu par le maire du 4^e arrondissement, pour légalisation de la signature PINAN-DELAFOREST.